



ALPHABÉTISATION

NÉCESSITÉ D'UN NOUVEAU CAP AU CAMEROUN

Avec un taux d'environ 75%, l'alphabétisation reste un défi majeur à surmonter dans le pays.



GRATUIT

La Lettre du CEFAN

Trimestriel bilingue publié par le CEFAN avec le soutien du Projet "Éducation à Voix Haute"/ "Education Out Loud"/EOL - 3^{ème} Trimestre 2025



SECTEUR ÉDUCATIF

Les représentants des candidats à la Présidence 2025 au Cameroun ont échangé avec les acteurs du secteur éducatif. La rencontre, organisée le 4 octobre à Yaoundé sous l'égide de la Cameroon Education For All Network (CEFAN), leur a permis de présenter au public camerounais leurs projets de société en ce qui concerne l'éducation. Les acteurs de la société civile, notamment les organisations membres du CEFAN, en ont profité pour faire le plaidoyer afin qu'ils intègrent dans leurs ambitions l'augmentation du financement de l'éducation et la gratuité du préscolaire au Cameroun.

L'ÉCOLE QUE VEULENT LES PRÉSIDENTIABLES

JOURNÉE MONDIALE DES ENSEIGNANTS

ENTRE RECONNAISSANCE ET RÉSILIENCE

Honorés par des palmes académiques lors de la journée qui leur est consacrée, les enseignants continuent tout de même de vivre des déboires existentiels.

2025-2026 SCHOOL YEAR

GUIDELINES FROM MINEDUB AND MINESEC

The two members of government have provided teachers and the educational community with guidance to ensure the smooth running of the 2025-2026 school year.



Par Josué Baloma,
Coordonnateur National du CEFAN

Enseignants : stop à la saignée !

davantage. Très fastidieux de revenir sur la totalité des revendications que les enseignants camerounais continuent de clamer. L'on retient néanmoins que l'éradication ou la réduction à leur plus simple expression de ces contraintes viendrait stopper un phénomène qui a pris une ampleur alarmante au cours de la dernière décennie.

Oui ! La fuite des cerveaux dans le secteur éducatif camerounais est un fléau réel et constitue une menace sérieuse pour l'avenir du Cameroun. Quelques données chiffrées peuvent illustrer ce pessimisme. La plus récente statistique laisse pantois : peu avant la rentrée scolaire 2025-2026, la ministre des Enseignements Secondaires s'adressait à quelque 1 058 enseignants des lycées d'enseignement général et technique, déplorant en filigrane qu'ils aient abandonné leurs postes de travail l'année dernière sur l'ensemble du territoire national - exception faite de la région de l'Adamaoua. Un an avant, la même ministre déclarait que 1 509 enseignants avaient abandonné leurs fonctions. Où sont-ils passés ? Où sont-ils allés ? Que sont-ils devenus ?

Que font-ils désormais ? Ce sont autant de questions que l'on peut se poser. Evidemment, les réponses sont aussi diverses que les interrogations...

La seule question qui semble trouver une réponse consensuelle - décidément ! - est celle de savoir pourquoi les enseignants désertent leurs lieux de service. Cette réponse, la voici : les conditions de travail des enseignants et leur rémunération sont très insatisfaisantes. Elle est résumée dans une déclaration récemment faite au site internet d'informations www.cameroon-actu.com par le Secrétaire général de la Fédération des syndicats d'enseignements et de la recherche. « Les enseignants sont très mal rémunérés au Cameroun. Leurs salaires dérisoires ne leur permettent même pas de subvenir aux besoins primaires de leurs familles, notamment la santé, l'éducation et le logement décent. Raison pour laquelle nombreux abandonnent cette profession malgré leurs matricules à la Fonction publique », soutenait alors Michel Tamo, Syndicaliste. « L'argent est le nerf de la guerre, il se pourrait

donc qu'il soit le nerf de l'enseignement », semblent soutenir les professionnels du secteur éducatif du pays. Et on pourrait leur donner raison. Au-delà de certaines considérations éthiques, de morales et même vocationnelles, il est humainement très difficile de garder l'esprit serein et de partager le savoir à des centaines d'enfants chaque jour, alors que ses propres enfants ne vont pas à l'école, ne peuvent être soignés dignement, ou même n'ont pas de quoi se nourrir ou se vêtir.

Dans un pays où le coût de la vie est de plus en plus élevé, c'est l'argent qui peut assurer tout cela. Et le pécule nécessaire devrait être provisionné aux enseignants par une bonne rémunération salariale, une dotation d'émoluments à la hauteur de leur tâche et des risques qu'ils encourent, mais aussi une amélioration globale des conditions d'exercice de leurs fonctions. En somme, si la situation financière des enseignants camerounais n'est pas améliorée, ils continueront de « fuir », soit pour se réfugier dans d'autres administrations que la leur, soit pour émigrer pour une vie meilleure à l'étranger.

Grosso modo, cette proposition, d'une vérité malheureusement implacable, rentre dans le cadre de la bataille menée par la Cameroon Education For All Network (CEFAN) depuis deux décennies. ONG de droit camerounais, le CEFAN ne lâche pas prise dans son plaidoyer afin que les autorités gouvernementales augmentent de manière considérable le financement domestique de l'éducation. L'Etat a pris des engagements lors des sommets mondiaux d'accorder au moins 20% des dépenses publiques à l'éducation ou encore financer le secteur à hauteur de 6% du PIB. Jusqu'à présent, le gouvernement reste éloigné de cet objectif. Or, une augmentation du financement du secteur éducatif équivaldrait à une amélioration des conditions de travail et d'existence des enseignants. Un peu comme plaident encore des conseillers municipaux enfants lors de la Semaine Mondiale d'Action pour l'Education (SMAE 2025) en mai dernier : « il faut augmenter le salaire de nos enseignants ». Et le corollaire suivrait naturellement : diminution de la fuite des enseignants.

LE CHIFFRE

12 521 092 500 FCFA

C'est le montant total des frais de scolarité collectés au cours de l'année scolaire 2024-2025 par les cinq opérateurs agréés par le ministère des Enseignements Secondaires (MINESEC). Ces frais collectés par CAMPOST, MTN Cameroon, Orange Cameroun, Express Union et Afriland First Bank représentent ceux de 1 323 838 élèves à travers le Cameroun. Ces statistiques ont été dévoilées le 27 août à Yaoundé, lors de la traditionnelle rencontre entre la ministre Nalova Lyonga et les responsables desdits opérateurs.



Trimestriel bilingue publié par le CEFAN avec le soutien du
Projet «Éducation à Voix Haute»/ «Education Out Loud»/EOL

Directeur de publication
Marie Noëlle Pauline Edith ETOBE
Tél : 699 86 39 76

Rédacteur-en-chef :
Josué BALOMA

Rédacteur-en-chef adjoint
Alain NOAH AWANA

Conseillers à la rédaction
Olivier TANKEU
Saturnin OHOUO

Rédaction
Josué BALOMA,
Alain NOAH AWANA,
Claude Charly FONKEM,
Thobie Emmanuel MBASSI,
ABASS MOHAMADOU,

Bienvenu SANGON AVOM,
Roger KAFFO FOKOU,
Julie Edith CHIMI,
Jeff NGAWÉ,
François NKEUMI
Yanick AMANING
Pascal MODO BELIBI

Relecture
Josué BALOMA,

Olivier TANKEU

Infographie
Aminy Concept

Imprimerie :
JV GRAAF

Tirage : 500
Distribution : CEFAN

2025-2026 SCHOOL YEAR Guidelines from MINEDUB and MINESEC

The two members of government have provided teachers and the educational community with guidance to ensure the smooth running of the 2025-2026 school year.

By Alain Noah Awana

For Prof. Nalova Lyonga, actions matter more than words during the 2025-2026 academic year. The Minister of Secondary Education (MINESEC) emphasized this on August 19 in Yaoundé, during the official ceremony marking the beginning of the pedagogical year. She first recalled that the previous year had been one of great achievements in several areas, notably digitalization, curriculum coverage, and the improvement of academic results. The government official also took the opportunity to commend the reports presented by her collaborators in each field of secondary education. She congratulated them for their efforts not only in meeting individual objectives, but also in reaffirming the ministry's commitment to achieving its broader goals of enhancing learning during the



2025-2026 school year. Despite this clear satisfaction, the Minister of Secondary Education appeared somewhat dissatisfied with certain collaborators who had not embraced this positive dynamic. She reached out to those who had shown inertia or engaged in anti-school practices, urging them to return to proper conduct and demonstrate initiative. Overall, her call was for everyone to focus firmly on action. At the Ministry of Basic Education, Prof. Laurent Serge Etoundi

Ngoa also issued his directives on the same day, following a consultation meeting with his department's services in preparation for the new school year. These instructions set out orientations, organizational measures, and practical provisions to guide the academic year at the primary level. Regional delegates carry significant responsibility, as they are tasked with implementing actions directly on the ground. For example, they were instructed to

ensure the inclusive nature of education by guaranteeing that schools welcome and integrate children without discrimination — including those with

disabilities, internally displaced persons, refugees, vulnerable children, and those from minority groups. Regional delegates of MINEDUB were also asked to ensure the proper sanitation of nursery and primary schools before and during the school year, as well as that of Functional Literacy Centers (CAF), Non-Formal Basic Education Centers (CEBF), and National Language Promotion Centers (CPLN). Minister Etoundi Ngoa also stressed the need to oversee the proper distribution of

academic excellence scholarships; the strict enforcement of regulations regarding the list of approved textbooks; and the timely registration of candidates for the 2026 session of official exams and competitive entrance tests. These are all areas that, in the past, have often faced significant challenges for both students and the education system as a whole. The end of the year will reveal whether the prescriptions of MINEDUB and MINESEC have been fully implemented.



EN BREF...

EDUCATION DE BASE Vers une stratégie nationale de l'alimentation scolaire

Le document de stratégie nationale était en cours de validation technique en toute fin du mois d'août 2025 lors d'un atelier à Mbankomo. Les travaux étaient conduits par le ministre de l'Éducation de Base (MINEDUB), pour la circonstance représenté par son secrétaire général, Dr Oyono Adams Daniel. Le document présenté dans la banlieue de la capitale camerounaise devra servir de boussole à la gestion stratégique et opérationnelle des activités d'alimentation scolaire au Cameroun. L'alimentation et la nutrition scolaires constituant un soutien crucial pour l'enfant et conditionnant la réussite des apprentissages à l'école, cet outil stratégique est essentiel pour la consolidation des acquis d'une éducation de qualité, inclusive et qui répond à un besoin de l'enfant, à savoir : se nourrir.

TECHNICAL AND VOCATIONAL EDUCATION Over 40,000 textbooks distributed for free

The initiative took place on September 13, 2025, across the entire national territory through the regional delegates of the Ministry of Secondary Education (MINESEC), while Minister Nalova Lyonga personally oversaw the distribution in the Southwest region. The delivery of these textbooks is part of the effort to address the glaring shortage of educational resources observed in the Cameroonian education system. Hence, the distribution extends to all schools, whether public or private, as well as to the libraries of MINESEC's regional delegations. For the government, this policy of free textbook distribution is justified, on one hand, by the desire to align with the curriculum reform by producing books adapted to the new competency-based approach, and on the other hand, to facilitate access in a context marked by the high cost and scarcity of these textbooks. At MINESEC, there are plans to expand this production to the second cycle and in digital format to increase access for as many students as possible.

INFRASTRUCTURES SCOLAIRES 36 milliards de FCFA pour améliorer l'offre

C'est le montant cumulé de trois emprunts extérieurs que l'État du Cameroun va contracter pour financer le Projet d'Appui à l'Éducation de Base au Cameroun (PAEBC). Ces opérations ont été approuvées par décret présidentiel en septembre 2025, donnant au ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT), l'autorisation de finaliser les opérations. Ainsi, le gouvernement va emprunter 18,02 milliards de FCFA auprès de la Banque islamique de développement (BID), 18,078 milliards de FCFA auprès de la Banque arabe pour le développement économique (BADEA), et 6,025 milliards de FCFA auprès du Fonds de solidarité islamique pour le développement (FISD). Tous ces financements vont participer à la construction de salles de classe et de blocs sanitaires dans les établissements scolaires du pays, ainsi que l'équipement des écoles en matériels pédagogiques. Le PAEBC vise également à améliorer la formation des enseignants et à renforcer les capacités institutionnelles du MINEDUB.

ALPHABÉTISATION

Nécessité d'un nouveau cap au Cameroun

Avec un taux d'environ 75%, l'alphabétisation reste un défi majeur à surmonter dans le pays.

Par Pascal Modo Belibi

Célébrée le 8 septembre 2025 sous le thème « promouvoir l'alphabétisation à l'ère du numérique », la 59e Journée internationale de l'alphabétisation (JIA) a connu une effervescence certaine sur le territoire camerounais. Elle a surtout permis aux différents acteurs impliqués de prendre la pleine mesure de la problématique de l'alphabétisation dans le pays. Représentant le ministre Laurent Serge Etoundi Ngoa de l'Education de Base (MINEDUB), le secrétaire général de ce département ministériel l'a relevé lors de la cérémonie de clôture des activités liées à la JIA 2025.

De concert avec le message d'Audrey Azouley, directrice générale de l'UNESCO, Dr Oyono Adams Daniel a relevé l'importance de fournir davantage d'efforts dans ce secteur. Comme pour insister sur une nouvelle dynamique que le Cameroun doit impulser, en tenant compte des évolutions numériques qui, loin de représenter des contraintes, sont des opportunités pour améliorer la situation.

Environ 30% de camerounais



analphabètes

Au Cameroun, bien qu'au-dessus de la moyenne, le taux d'alphabétisation n'est pas encore à son stade optimal. Il se situait à environ 73,12% en 2020 pour les adultes, selon les études de countryeconomy.com et Perspective Monde, soit un taux de personnes analphabètes d'environ 30%. Cette statistique n'est pas loin de celle de l'UNESCO qui estimait déjà en 2001 le taux d'analphabétisme à 30% chez les personnes âgées de 15 ans et plus. C'est dire qu'en deux décennies, la situation ne s'est pas véritablement améliorée. D'ailleurs, elle est d'autant plus grave qu'elle est fonction de disparités régionales. Les

données les plus récentes disponibles proviennent de la 5ème Enquête camerounaise auprès des ménages (ECAM 5) de 2022, publié par l'Institut National de la Statistique (INS). Bien que ce rapport ne détaille pas spécifiquement le taux d'alphabétisation global, il met en évidence des disparités régionales importantes. Ainsi, apprend-on, l'analphabétisme est plus élevé dans les régions rurales avec 44,3 % de la population dans cette situation, contre 12,2% dans les zones urbaines. Et l'UNESCO estime pour sa part que les régions septentrionales sont les plus touchées avec respectivement 60%, 68% et 76% pour le Nord, l'Adamaoua et l'Extrême-Nord.

Objectifs de la JIA

Soulignons que pour le système des Nations Unies, la Journée internationale de l'alphabétisation vise plusieurs objectifs : sensibiliser à l'importance de l'alphabétisation pour le développement personnel et collectif ; encourager les gouvernements et les organisations à renforcer leurs efforts en matière d'éducation et de formation ; mettre en avant les initiatives réussies et les bonnes pratiques en matière d'alphabétisation ; et promouvoir des politiques éducatives inclusives pour garantir l'accès à l'éducation pour tous, notamment les populations vulnérables.

SAFE SCHOOLS DECLARATION
A la recherche d'une stratégie efficace

Après la validation de la feuille de route, les membres du comité de la Safe Schools Declaration se sont attelés à travailler sur ses implications, les moyens à envisager, y compris la planification de la caravane de sensibilisation.

By Yanick Amaning

Le gouvernement camerounais veut rendre les établissements scolaires plus sûrs en matière de sécurité. C'est du moins ce qui ressort de deux importantes réunions tenues à Yaoundé en fin septembre et début octobre 2025. Conduite par la ministre des Enseignements Secondaires (MINESEC), la première était un préliminaire en vue de la mise en œuvre de la déclaration sur la sécurité en milieu scolaire, plus connue sous l'appellation Safe School Declaration. Le second atelier était quant à lui axé autour de la feuille de route déjà validée, ses implications sur le terrain, les moyens à envisager, y compris la planification de la caravane de sensibilisation censée se dérouler.

En ouvrant les travaux, Pr Nalova Lyonga a souligné l'importance qu'elle attache à ce projet qui se positionne comme une solution à plusieurs problèmes de sécurité auxquels le Cameroun fait face aujourd'hui. « Nous savons ce que c'est qu'une école en insécurité, nous l'avons vécu », a regretté la ministre des Enseignements Secondaires. Avant d'ajouter avec insistance : « nos élèves meurent, nos enseignants meurent, nos infrastructures sont détruites (...) Il faut agir ». Et dans le registre de l'action justement, la feuille de route adoptée doit être mise en œuvre dans les plus brefs délais, au regard de son caractère non négociable.

Engagement

À ses côtés, Mohammed Bah, Country Director de Plan International Cameroon, a longuement souligné les efforts du Cameroun dans la mise en œuvre de la Safe schools Declaration en qualifiant d'exceptionnelle l'implication personnelle du Pr Nalova Lyonga. Le représentant-pays a en conséquence promis un accompagnement sans réserve de son organisation en termes de disponibilités des ressources humaines et matérielles mises à son service. L'Etat camerounais pourra donc compter sur Plan International Cameroon, tout comme il pourra s'appuyer sur l'UNICEF et l'UNESCO, autres partenaires au soutien du projet.

À noter que ce projet intéresse au premier chef le ministère de l'Education de Base (MINEDUB), le ministère des Enseignements secondaires (MINESEC), le ministère de l'Enseignement supérieur (MINESUP), le ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (MINEFOP), les administrations impliquées, ainsi que les forces de défense et de sécurité. D'où la présence massive des représentants de ces administrations. Preuve, s'il en était encore besoin, que le Cameroun et ses partenaires font véritablement bloc sur le front de la sécurité en milieu scolaire.

Soulignons que la mise en œuvre de la Safe School Declaration rentre en droite ligne des orientations pour l'année scolaire en cours, qui a été placée sous le thème : « Santé, sécurité à l'ère de l'intelligence artificielle ». Cette déclaration constitue ainsi la matérialisation concrète de cette orientation.

Pour rappel, c'est depuis le 10 septembre 2024 que l'Etat camerounais a pris l'engagement d'implémenter la Safe School Declaration. Une feuille de route a été validée le 31 décembre de la même année par le Premier ministre, Chief Doctor Joseph Dion Ngute, et un comité technique national a été créé à cet effet. Il est déjà à l'œuvre...

ALPHABÉTISATION NUMÉRIQUE

Les propositions de la société civile

Elles ont été exprimées lors d'une conférence organisée à Yaoundé par l'organisation APADES, à l'occasion de la Journée internationale de l'alphabétisation.

Par P.M.B

Les décideurs politiques camerounais en matière d'éducation ont entre leurs mains des recommandations qui pourraient leur permettre d'améliorer l'alphabétisation au Cameroun. Les propositions ont été faites par la société civile au terme d'un atelier tenu au Centre d'information des Nations-Unies (CINU) à Yaoundé, le 9 septembre 2025. C'était à l'occasion de la célébration de la 59e Journée internationale de l'Alphabétisation (JIA) célébrée en 2025 sous le thème « Promouvoir l'alphabétisation à l'ère numérique ».

Organisée sous l'égide de l'Association pour la Promotion de l'Alphabétisation et du Développement Social (APADES), cette session de travail a permis de scruter de fond en comble la problématique de l'alphabétisation dans le pays et de lui adresser des solutions.

1. Intégration formelle dans les curricula

Les acteurs de la société civile proposent aux dirigeants du Cameroun d'intégrer de manière formelle l'alphabétisation numérique dans les curricula de l'éducation de base, des



enseignements secondaires, et de la formation professionnelle. Ce qui signifie la définir comme une compétence fondamentale au même titre que la lecture, l'écriture et le calcul.

2. Il est également recommandé au gouvernement d'accélérer le processus de développement et de déploiement des infrastructures numériques sur l'ensemble du territoire camerounais, notamment dans les zones rurales et enclavées. Avec l'impact escompté de réduire la fracture numérique, obstacle majeur à l'accès à l'éducation dans les zones concernées.

Formation des éducateurs

3. Autre préoccupation importante : la formation des éducateurs qui passerait par la mise en place des programmes de formation continus et robustes pour les enseignants et les formateurs en alphabétisation, afin de les doter des compétences pédagogiques et techniques nécessaires pour enseigner à l'ère du numérique.

4. Parmi les autres solutions proposées, on peut citer : le soutien aux initiatives locales à travers un fonds de soutien pour les organisations de la société civile et les start-ups qui développent des contenus et des solutions technologiques d'alphabétisation adaptés aux

contextes culturels et linguistiques ; l'accès universel à Internet et à des formations de qualité.

5. Bases d'une feuille de route

On peut aussi citer : l'organisation de campagnes nationales de sensibilisation sur l'importance de l'alphabétisation numérique ; 6. la création et la multiplication des centres communautaires numériques ; 7. l'adoption d'une politique unique en matière d'alphabétisation avec la participation des centres d'Alpha fonctionnelle ; 8. le renforcement des capacités des alphabétiseurs-animateurs ; 9. le soutien des centres d'alphabétisations ; et enfin, renforcer les partenariats entre le secteur public, les organisations de la société civile, et le secteur privé pour créer des programmes adaptés et durables.

Ces recommandations ont permis de poser les bases d'une feuille de route pour un avenir où l'alphabétisation est un levier de l'autonomisation et de l'inclusion pour tous. Elles se veulent en tout cas une réponse claire et précise sur l'amélioration de la situation de l'alphabétisation au Cameroun.

SECTEUR ÉDUCATIF

A l'école des présidentiables

Les candidats à la Présidence 2025 au Cameroun ont échangé avec les acteurs du secteur éducatif au cours d'une rencontre organisée le 4 octobre à Yaoundé sous l'égide de la Cameroon Education For All Network (CEFAN). Cette conférence-plaidoyer, tenue la veille de la Journée mondiale des enseignants (JME), leur a permis de présenter au public camerounais leurs projets de société en ce qui concerne l'éducation. Les acteurs de la société civile, notamment les organisations membres du CEFAN, en ont profité pour faire le plaidoyer afin qu'ils intègrent dans leurs programmes, l'augmentation du financement de l'éducation et la gratuité du préscolaire au Cameroun.

Par Alain Noah Awana

Plusieurs candidats à l'élection présidentielle représentés, des acteurs de la société civile engagés, des syndicalistes du secteur de l'éducation et des partenaires au développement présents, mais surtout de nombreux membres de la Cameroon Education For All Network (CEFAN). C'est le tableau que l'on peut peindre à l'issue de la conférence-plaidoyer tenue le 4 octobre 2025 dans la capitale camerounaise, juste quelques heures avant la célébration de la 31^e édition de la Journée mondiale des enseignants (JME).

Un bon prétexte que cette commémoration et surtout en cette période électorale au Cameroun. Tous les ingrédients étaient en effet savamment concoctés pour faire de cette conférence un grand moment d'échanges entre ceux qui aspirent à la magistrature suprême du pays, et ceux qui travaillent au quotidien pour que l'un des droits les plus fondamentaux soit un fait.

Financer davantage l'éducation

Et pour lancer ces importants échanges, qui mieux que la Présidente du conseil d'administration du CEFAN ? Dans son mot de circonstance, Marie-Noëlle Pauline Edith Etobe n'a pas manqué de rappeler le contexte dans lequel se déroulait la conférence-plaidoyer, revenant au passage sur les conditions des enseignants qui ne sont pas des plus reluisantes au Cameroun, et même de l'école en général qui ne se porte pas mieux. Une manière surte pour elle de faire passer le plaidoyer du CEFAN auprès des présidentiables afin qu'ils intègrent dans leurs projets de société la nécessité de financer davantage et avec efficacité l'éducation camerounaise. Elle a rappelé que lors de rencontres internationales, le gouvernement avait pris l'engagement de financer à au moins 6% du PIB le système éducatif du pays, ou encore de réserver au minimum 20% du budget de l'Etat à l'éducation.

Il ne manquait plus qu'aux représentants des candidats à la Présidence 2025 de porter



à l'attention du public ce qu'ils comptent faire pour améliorer le secteur éducatif camerounais, s'ils arrivent à la magistrature suprême. Modéré par Thobie Emmanuel Mbassi, le premier panel a vu les interventions des représentants de Pierre Kwemo et Serge Espoir Matomba, respectivement candidats pour l'Union des Mouvements Socialistes (UMS) et le Parti Uni pour la Révolution Sociale (PURS).

UMS : mettre à disposition les ressources nationales

Michel Siadjeu, porte-parole du candidat de l'UMS a souligné que le parti politique pour lequel il milite œuvre pour une éducation pour tous et ambitionne de réduire les inégalités dans ce domaine. Plus clairement, cette formation politique entend faire de l'éducation un droit inaliénable pour tous les enfants et jeunes camerounais, et doter le pays d'une société au sein de laquelle filles et garçons ont accès à une éducation de qualité, partout où ils se trouvent. S'agissant du financement, le représentant de l'UMS rassure que son candidat mettra à disposition les ressources nationales à travers une gestion transparente, rationnelle et équitable.

PURS : financement à travers de nouvelles niches fiscales

Le représentant du PURS est



quasiment allé dans le même sens, au sujet du financement de l'éducation. Bruno Lombo Eballo indique que le financement de l'éducation peut se faire à travers de nouvelles niches de recettes, comme la taxation des produits manufacturés, la taxation à l'unité de vente des ressources naturelles. Le représentant de Serge Espoir Matomba informe surtout que ce dernier compte s'appuyer sur certains piliers spécifiques pour redéfinir le système scolaire au Cameroun. Il est en effet question, pour le PURS, de repenser les programmes scolaires afin qu'ils reflètent l'histoire, les valeurs et aspirations camerounaises ; de mettre à niveau le calendrier scolaire ; de créer quatre universités techniques et professionnelles ; et de décentraliser la gestion de l'éducation, entre autres.

FDC : gratuité totale de l'enseignement primaire

Un projet éducatif ambitieux,

tout comme celui déroulé par Joseph Ayangma, représentant du Front des Démocrates Camerounais (FDC), dont Samuel lyodi Hiram est le candidat. Le second panel a en effet permis d'avoir un aperçu de la vision éducative du plus jeune présidentiable parmi les 12. Son représentant a mis en exergue les douze clés qui font partie de son programme de société. Et sur ces clés, deux sont entièrement axées sur l'éducation, a-t-il indiqué. Joseph Ayangma renseigne que le candidat Samuel lyodi Hiram souhaite également normaliser le calendrier scolaire. Cependant, il souligne sa volonté de rendre l'enseignement primaire totalement gratuit au Cameroun, s'il devient le nouveau président de la République.

UDC : scolarisation gratuite et obligatoire pour tous

Quant à l'Union Démocratique du Cameroun (UDC), qui



présente l'unique candidate à cette élection, elle a aussi de grandes ambitions pour le pays en matière d'éducation. Njoya Ibrahim Moubarrack, son représentant à la conférence-plaidoyer du CEFAN, enseigne que Patricia Hermine Tomaino Ndam Njoya compte s'appesantir sur des axes importants avec sept points clés comme solutions palliatives aux problèmes qui minent le système éducatif au Cameroun. De manière concrète, la candidate de l'UDC a pour ambition de : rendre la scolarisation gratuite et obligatoire sans distinction de genre (filles et garçons) ; de s'engager à lutter contre l'exploitation abusive des enfants ; de dire non au travail des enfants ; de promouvoir les langues maternelles ; de développer massivement la formation technique ; de réviser le statut de l'enseignant ; de supprimer les droits universitaires qui, selon elle, ne servent pas les intérêts des étudiants ; de réinstaurer des bourses d'excellence à différents niveaux de l'éducation, etc.

Suivi des engagements

Nonobstant les candidats qui ne se sont pas fait représenter, la conférence-plaidoyer du CEFAN aura donc porté des fruits. Non seulement elle a permis aux candidats de présenter leurs projets de société pour l'éducation au Cameroun, elle a également été une occasion pour le CEFAN de mettre l'accent

sur la nécessité d'un relèvement substantiel des financements alloués à ce secteur. La Journée mondiale des enseignants 2025, dont le thème était « Redéfinir l'enseignement comme une profession de collaboration », aura permis au CEFAN de veiller à ce que les programmes politiques des candidats à la Présidence du 12 octobre 2025, intègrent les préoccupations de la société civile en matière d'éducation. Il était également question de suivre les engagements du gouvernement relatifs à la grève des enseignants de 2022 au Cameroun.

De manière concrète, comme l'explique le Conseiller général du CEFAN, « nous attendons du prochain président qu'il résolve trois principaux problèmes. Financement adéquat de l'éducation, c'est-à-dire 20 à 22% du budget, 6% du PIB, gratuité du préscolaire, et enfin la prise en charge des enfants avec des besoins spécifiques ». Et Thobie Emmanuel Mbassi Ondoua de conclure à ce sujet : « il n'est pas normal qu'on dise que l'école primaire est gratuite, mais le préscolaire, lui, ne soit pas gratuit. Donc, il faut être cohérent et que la gratuité commence à la base, qui est le préscolaire, et s'achève même à la fin du premier cycle secondaire, comme le prévoit l'ODD4. Ça fait qu'on est sûr que beaucoup d'enfants iront à l'école, parce que l'argent constitue la principale barrière ».

DOSSIER

FINANCEMENT DE L'ÉDUCATION

Trois questions essentielles au gouvernement...

Elles sont essentiellement axées sur le financement de l'école et l'inclusion effective des enfants en âge de scolarisation.

Par Claude Charly Fonkem

Pourquoi le Cameroun a du mal à respecter ses engagements de Dakar 2018 et de Londres 2021 de porter la part du budget de l'éducation à au moins 18,5% ? Pourquoi le gouvernement persiste à maintenir les frais exigibles de 7 500 FCFA dans le préscolaire au Cameroun au lieu de les supprimer comme dans le primaire ? Pourquoi l'accès à l'éducation des couches à besoins spécifiques est encore difficile au Cameroun ? Telles sont les trois principales interrogations posées par la Cameroon Education For All network (CEFAN) lors de la conférence-plaidoyer organisée à l'occasion de la 31^e édition de la Journée mondiale des enseignants (JME). Profitant des échanges avec les candidats à l'élection présidentielle au sujet de leurs projets de société en matière d'éducation, l'organisation non gouvernementale de droit camerounais a abordé ces problématiques pour lesquelles elle a multiplié les plaidoyers depuis deux décennies.

Olivier Tankeu, Chargé des programmes au CEFAN a vite fait de revenir sur



le contexte, lors de son intervention initiale à cette conférence. Un contexte marqué par l'élection présidentielle du 12 octobre 2025 et les revendications des enseignants depuis 2022. Ce qui a poussé le CEFAN à mettre un accent sur la qualité de l'éducation au Cameroun. Il était non seulement question de suivre le volet éducatif de chacun des candidats à la Présidentielle et les engagements gouvernementaux relatifs aux revendications des enseignants, mais aussi et surtout de présenter les attentes de la société civile de l'éducation vis-à-vis des prochains gouvernants.

Augmenter le financement de l'éducation

A propos justement des plaidoyers et attentes, ils sont articulés autour des trois questions préalablement posées. S'agissant du financement de l'éducation, rappelons que le gouvernement s'était engagé, à Dakar en 2018 puis à Londres en 2021, de porter la part du budget de l'éducation à au moins 18,5% de l'enveloppe globale. L'on est encore loin de cet objectif, bien qu'au cours des deux derniers exercices budgétaires, l'on ait observé une légère hausse, soit 13,60% en 2023 et 14,66% en 2024. Le CEFAN souligne par ailleurs que l'engagement gouvernemental est lui-même en dessous

de l'objectif de développement durable n°4 (ODD4) qui est « porter à au moins 20% des dépenses publiques dans le secteur de l'éducation et de la formation ».

Gratuité au préscolaire

Le plaidoyer du CEFAN porte également sur la gratuité au préscolaire. Certaines études menées par des organisations indépendantes ou des institutions étatiques montrent qu'au Cameroun, seulement 4 enfants sur 10 ont accès au préscolaire. « Seulement environ 600 000 enfants de 04 à 05 ans sur plus de 1 500 000 attendus ont accès au préscolaire au Cameroun. Soit un taux brut

de préscolarisation de 40 % », précise Olivier Tankeu. La problématique coule donc de source : pourquoi près de 900 000 autres enfants n'accèdent pas au préscolaire au Cameroun ? Et la principale réponse à cette question venant des parents est : « l'école maternelle coûte chère au Cameroun et à cause de cela, on préfère attendre l'âge de 6 ans pour envoyer l'enfant au primaire qui est gratuit ».

Le troisième et dernier plaidoyer porte sur l'éducation inclusive. Celle-ci concerne les enfants vivant avec un handicap, les enfants issus des minorités autochtones, les enfants réfugiés ou déplacés internes, les enfants de la rue et du monde rural, etc. En effet, le constat est que si des mesures spécifiques sont prises pour faciliter l'accès à l'éducation à ces couches à besoins spécifiques, leur impact reste encore très faible. Des milliers d'enfants à travers le pays restent encore exclus du système éducatif, soit à cause d'infrastructures inadaptées à leur situation, soit au manque de personnels qualifiés pour les prendre en charge, soit encore à la non-intégration de leurs spécificités dans les curricula.

Des propositions concrètes

La CEFAN estime pourtant qu'il existe de nombreuses solutions pour inverser ces tendances qui font du système éducatif un malade. Et pour anticiper sur la question des prochains gouvernants de savoir comment y parvenir, la coalition a des suggestions. Outre l'augmentation du budget de l'éducation conformément aux normes internationales auxquelles le Cameroun a souscrit, les ressources peuvent être mobilisées à travers une taxation des firmes multinationales ou sur des produits manufacturés et agroalimentaires. Il serait également possible d'imputer l'exploitation des activités en lien avec les ressources naturelles dont le Cameroun regorge. La contribution des travailleurs du public et du privé à hauteur de 1% de salaire mensuel serait également une piste à explorer. Dans ce cas, il s'agirait alors d'introduire dans les charges sociale et fiscale du travailleur la redevance scolaire. Enfin, on pourrait capitaliser la responsabilité sociale des entreprises. Les pistes sont en tout cas nombreuses...

RÉACTION

« L'argent constitue la principale barrière à l'éducation des enfants »

Thobie Emmanuel Mbassi Ondoua, Conseiller général du CEFAN

le préscolaire ce n'est pas le cas. Il faut donc être cohérent et que la gratuité commence à la base qui est le préscolaire, et s'achève même à la fin du premier cycle du secondaire selon l'Objectif de développement n°4 (ODD4). De cette manière, nous sommes certains que beaucoup d'enfants iront à l'école car l'argent constitue la principale barrière à leur scolarisation. Notre troisième préoccupation est l'éducation des enfants à besoins spécifiques. A ce niveau, nous avons les personnes à mobilité réduite ou vivant avec un handicap, mais aussi les enfants vulnérables du fait

des crises sécuritaires ou des catastrophes naturelles. Vous aurez constaté que lorsque c'est arrivé en 2014, la Cameroun n'ayant rien prévu dans sa stratégie de l'éducation, ce sont plutôt les organisations internationales qui prenaient en charge les réfugiés et les déplacés internes. Et nous voyons la même chose avec la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Ce sont en tout cas quelques points sur lesquels nous avons voulu que les candidats se prononcent. Et nous leur avons fait plusieurs propositions et suggestions afin que le prochain président en tienne compte.



Nous avons plusieurs préoccupations. La première c'est le financement adéquat de l'éducation. Grâce à ce financement adéquat, tous les problèmes soulevés dans le secteur éducatif sont résolus d'eux-mêmes. Nous avons comme deuxième préoccupation la gratuité de l'enseignement préscolaire. Il n'est pas normal qu'on rende gratuit l'enseignement primaire, mais dans

EXTRAIT

« La coalition prend le prétexte de la JME pour permettre aux syndicats-membres de se faire entendre »

Marie-Noëlle Pauline Edith Etobe, PCA CEFAN



Au Cameroun, La JME 2025 est célébrée dans un contexte particulier, marqué d'une part, par l'élection présidentielle du 12 octobre et d'autre part, par de nombreuses sollicitations des enseignants qui veulent de meilleures conditions d'exercice de leur profession, mais aussi une meilleure revalorisation de leurs prestations. Ceci observé à travers la grève des enseignants de 2022, donc le gouvernement avait un pris plusieurs engagements afin de combler les attentes des enseignants. Malgré les réformes et les actions menées par les autorités gouvernementales, notamment le Ministère de l'Éducation de Base

(MINEDUB) et le Ministère des Enseignements Secondaires (MINESEC), les réclamations des enseignants camerounais restent nombreuses. C'est dans ce contexte particulier camerounais que La société civile camerounaise de l'éducation se mobilise auprès des enseignants pour que leurs conditions évoluent positivement de manière satisfaisante. Ainsi, sous l'égide de la Cameroon Education For All Network (CEFAN), une ONG de droit camerounais mobilisée depuis 20 ans dans ce secteur, avec un axe particulier sur l'augmentation du financement de l'éducation. La coalition, qui compte dans ses rangs la majorité des syndicats d'enseignants prend ainsi le prétexte de la JME pour permettre à ces syndicats-membres de se faire entendre. Pour l'année 2025, en lien avec l'actualité qui porte sur l'élection présidentielle au Cameroun, le CEFAN, dans le cadre de son projet "Education

Out Loud - EOL" (Education à Haute Voix, en français) se propose de réaliser la présente conférence-plaidoyer à l'effet d'écouter le volet éducatif de chaque candidat à l'élection présidentielle du 12 octobre 2025 ; de suivre les engagements du gouvernement relatifs à la grève des enseignants de 2022 ; et de présenter les attentes ou plaidoyer de la société civile de l'éducation dans le programme politique de chaque candidat à l'élection présidentielle du 12 octobre 2025. L'objectif étant de veiller à ce que les programmes politiques des candidats à ce scrutin intègre les préoccupations de la société civile en matière d'éducation et de suivre les progrès de la mise en œuvre des engagements du gouvernement relatifs à la grève des enseignants de 2022 au Cameroun.

ILS ONT DIT

MICHEL SIADJEU, REPRÉSENTANT UNION DES MOUVEMENTS SOCIALISTES (UMS) « *L'éducation au centre du développement* »



Nous avons constaté au sein de l'Union des Mouvements Socialistes que la plupart des zones sont abandonnées pour ce qui est de l'éducation dans notre pays. Nous avons aussi constaté par exemple que lorsque les candidats s'adressent à la masse des jeunes, beaucoup ne comprennent pas, parce qu'ils sont sous-scolarisés car, pour eux, l'éducation a foutu le camp depuis un certain nombre d'années. A l'UMS, nous mettons l'éducation au centre du développement. On dit souvent : « là où la route passe, le développement suit ». Pour notre part, nous disons : « là où l'éducation est bien portée, le développement suit ». L'éducation est pour l'UMS le domaine qu'il faut centraliser dans

l'action gouvernementale afin d'atteindre le développement.

Le candidat Pierre Kwemo prévoit dans son projet de société plusieurs points en rapport avec l'éducation. Nous avons par exemple prévu que le primaire sera gratuit car, contrairement à ce qui se fait, en réorganisant bien ses richesses, l'Etat du Cameroun peut dégager des ressources pour subventionner l'éducation dans tout le pays au niveau du primaire. Il s'agira spécifiquement de réorganiser tout le système scolaire, en commençant par les infrastructures d'accueil, la régulation, etc.

Pour ce qui est des enseignants, il est question de revaloriser cette profession. Ce qui va passer par une rémunération subséquente de leurs prestations, avec

des émoluments considérables liés à l'exercice de leurs fonctions. Nous nous proposons aussi de réinstaurer la bourse, notamment au niveau universitaire car les étudiants ne reçoivent aucun encadrement financier de la part du gouvernement, alors qu'ils sont déjà soumis à des dépenses importantes pour leurs études.

Pour des cas spécifiques comme les enfants en situation de handicap, l'on constate moins de 2% achèvent leur scolarisation parce que l'Etat ne prend pas véritablement en considération leur situation. Or, il existe des mécanismes qui pourraient les aider à y parvenir et l'UMS se verra l'obligation de les encadrer suffisamment pour qu'ils fassent des études suffisantes et de qualité, notamment par des

subventions du primaire à l'université.

S'agissant de l'augmentation du financement de l'éducation, la question peut être adressée de plusieurs manières. Nous à l'UMS pensons qu'il faut prioritairement réduire les dépenses budgétaires en réduisant les institutions ministérielles dans ce secteur. Cela réduirait d'importantes poches de dépenses et les économies pourraient être utilisées pour augmenter le budget de l'éducation. Donc, pour nous résumer, le candidat Pierre Kwemo pense que nous ne pouvons pas bâtir un pays prospère, alors que l'éducation est amoindrie. Il propose donc, entre autres : la gratuité de l'école au primaire et un certain nombre de palliatifs aux niveaux secondaire et universitaire.

BRUNO LOMBO EBALO, REPRÉSENTANT PEUPLE UNI POUR LA RÉNOVATION SOCIALE (PURS) « *Une éducation complètement décolonisée* »



Nous sommes contents de constater que des acteurs du secteur éducatif prennent des initiatives comme celle de cette conférence pour échanger avec les candidats sur un domaine aussi sensible que l'éducation. Pour mieux saisir le projet de société du Parti Uni pour la Réconciliation Sociale en matière d'éducation, il faut d'abord considérer certains faits. Nous considérons au PURS que le Cameroun n'a jamais été indépendant. C'est sur cette base que le PURS base son projet sur l'éducation. De manière globale, notre idéologie, ce que nous défendons, c'est la souveraineté. Laquelle se base sur l'identité, l'unité

et la liberté.

Dans ce contexte, nous prôtons une éducation complètement décolonisée. Partons seulement du cycle scolaire au Cameroun. La vérité est que les vacances que nous avons aujourd'hui entre juillet et septembre sont une émanation de ce que les colons allaient en vacance à cette période-là. Ce simple exemple montre que notre système éducation ne s'aligne pas sur nos réalités. Il faut donc adapter notre éducation à notre environnement d'abord, puis à notre contexte pour être maîtres de ce que nous devons apprendre à nos enfants.

Sur un autre plan, le PURS prône une réflexion globale, holistique, sur l'éducation. Actuellement, au Cameroun, nous n'avons pas moins de quatre ministères du secteur de l'éducation et de la formation. Or, pour une meilleure vision, il faut bâtir le pays en faisant l'adéquation entre les besoins de

développement (identité, culture et industrie) et la formation à avoir dans les différentes écoles. Sans ce parallèle, nous faisons de la navigation à vue. L'éducation doit en effet être le reflet d'une vision, d'une aspiration et d'un objectif. Il n'est donc pas question que notre éducation soit remplie d'éléments qui ne nous servent pas à grand-chose.

La première chose que nous disons donc est que nous aurons un seul ministère qui va s'occuper de l'éducation nationale et de la recherche. Nous pensons ensuite revoir profondément les programmes et les contenus scolaires, car il n'est pas par exemple normal que nous ayons seulement 10% de l'histoire du Cameroun dans nos enseignements. Il est question de créer l'identité camerounaise en formant des personnes qui connaissent le Cameroun et non pas d'autres lieux que leur pays. Nos contenus sco-

lares doivent avoir nos réalités contextuelles pour faire face aux défis de la mondialisation. Lesdits contenus doivent être en adéquation avec la vision d'ensemble.

Nous estimons par ailleurs qu'il faut changer de paradigme en adoptant une éducation locale. Nous estimons à ce niveau que le français et l'anglais, qui sont des langues coloniales, ne devraient pas être des éléments sur lesquels nous devons baser notre éducation. Nous avons aujourd'hui deux systèmes éducatifs. Une fois élu au soir du 12 octobre, Serge Espoir Matomba va reléguer ces deux langues au second rang. Cela fera que le profil du Camerounais ne sera pas disparate (anglophone/francophone).

Sur la question du financement, le PURS invite les Camerounais à voir cela de manière globale. En ramenant le pays à un seul ministère de l'éducation et de la recherche,

de manière arithmétique, le budget alloué à l'éducation sera augmenté. De manière concrète, d'où vient l'argent ? Serge Espoir Matomba propose d'appuyer sur les leviers économiques et industriels pour financer l'action de libération du Cameroun. Nous pensons à faire des taxations sur les produits manufacturés. Le constat est que près de 70% des denrées alimentaires sont importées. Rappelons-nous aussi des accords de partenariats économiques signés avec l'Union européenne qui en réalité ont été un marché de dupes. Nous devons implémenter un certain protectionnisme pour renflouer les caisses et générer de l'argent pour le financement de notre éducation. Nous allons donc taxer tous les produits qui rentrent. Avec ces mesures et bien d'autres, le financement de l'éducation sera plus important.

ILS ONT DIT

JOSEPH AYANGMA, REPRÉSENTANT FRONT DES DÉMOCRATES DU CAMEROUN

« Revaloriser le statut de l'enseignant au Cameroun »



Le candidat Samuel Iyodi Hiram a un programme qui est axé sur 12 principales clés, et il a consacré deux de ces clés à l'éducation. L'un de ces points concerne directement les enseignants. Il s'agit de revaloriser le statut de l'enseignant au Cameroun. A ce niveau, tous les enseignants sont concernés, du primaire au supérieur.

La seconde clé du candidat du FDC pour l'éducation est une refonte profonde du système éducatif. Comment cela pourrait-il se faire ? D'abord, il faut réformer les deux sous-système en créant un système unique. Le contexte mondial actuel se caractérise par une certaine hégémonie de l'anglais et du français. Donc nous ne pouvons pas rompre avec ces deux langues ; il est donc mieux que nous adoptions un système bilingue pour tous, dès la maternelle, qui permettrait ainsi à tous les apprenants de les maîtriser et, donc, d'être plus aptes à affronter des réalités de la mondialisation.

Comme deuxième orientation de la refonte de l'éducation au

Cameroun, Samuel Iyodi Hiram propose d'appliquer les arts et la science dans la transformation locale de nos ressources dans chaque région. Ces filières doivent être introduites dans ce nouveau système. Cela permettra à chaque élève qui achève son cursus au secondaire d'être capable d'exercer une activité, au lieu d'être formé dans la bureaucratie. Or, les pays développés ne l'ont pas été dans les bureaux. Nous devons avoir un système éducatif qui produit très tôt des personnes qui savent faire quelque chose, créer, produire, transformer etc. Nos contenus scolaires doivent permettre à nos jeunes, par exemple, de produire du riz pour ne plus importer les quantités faramineuses comme c'est le cas depuis de nombreuses années. La question des équipements dans les établissements scolaires est primordiale dans cette vision du candidat Hiram. Il faut en effet les équiper de laboratoires, et de toutes sortes d'outils techniques permettant aux élèves d'apprendre de

manière concrète et de maîtriser rapidement les outils. Donc, nous entendons équiper tous les lieux d'apprentissage, en fonction de leurs orientations pour doter très rapidement les élèves de capacités techniques et technologiques.

Comme troisième axe, il y a la problématique de l'introduction de nos cultures et traditions dans l'enseignement. Depuis des décennies, nous ne sommes pas en parfaite liaison avec notre histoire. Nous devons cesser de réfléchir selon la culture des langues des autres, celles qui nous ont été imposées. Nous devons introduire dans nos enseignements scolaires des modules qui vont dans l'apprentissage de nos cultures et de nos traditions. Et ce pan devra être travaillé entre l'Etat et les autorités traditionnelles.

Autre chose importante : il faut réformer le calendrier scolaire. Samuel Iyodi Hiram estime que le calendrier scolaire au Cameroun devrait aller de janvier à septembre/octobre. Il estime que l'été, qui correspond

à ce que nous appelons ici grandes vacances, était la période où les colons allaient se reposer, et nous avons adopté cette période-là pour se reposer. Or, en regardant clairement nos saisons, nous estimons que le dernier trimestre de l'année est idéal pour ces vacances, compte tenu de nos habitudes en cette période-là.

Enfin, le candidat du FDC annonce l'augmentation progressive du salaire des enseignants. La question qui revient généralement est celle de savoir où est-ce que l'on va chercher l'argent. Le candidat Hiram a une vision afro-libéraliste. Dans ce cadre, il propose un gouvernement très réduit (20 membres en moyenne), ce qui permettrait de réduire le train de vie de l'Etat et certaines institutions budgétivores. La revalorisation des salaires des enseignants empêchera la fuite des cerveaux et nous aurons les capacités humaines de bien former dans nos écoles.

NJOYA IBRAHIM MOUBARACK, REPRÉSENTANT UNION DÉMOCRATIQUE DU CAMEROUN

« Une scolarisation gratuite, obligatoire et sans distinction de genre »



l'ornière.

La présidente de l'UDC estime qu'il faut en premier instaurer la scolarisation obligatoire au Cameroun, sans distinction du genre, ainsi que la gratuité de l'enseignement dans le secteur public. En effet, pour elle, les inégalités entre les hommes et les femmes et les rapports qui en découlent sont socialement construits. A la base, il y a un nombre de filles beaucoup trop élevé, qui veulent être scolarisées mais ne le sont pas, alors qu'elles ont un niveau d'intelligence au moins égale à leurs congénères garçons.

Patricia Hermine Tomaino Ndam Njoya fait également un point d'honneur à combattre le travail des enfants. Il va s'en dire que lorsqu'on n'envoie pas les enfants à l'école et qu'ils sont dans une exploitation abusive et un dédain vis-à-vis de leur droit à

l'éducation, l'on est en droit de penser qu'on est dans une société en perte de vitesse.

La promotion du bilinguisme et l'enseignement des langues nationales dans les écoles est le troisième grand axe de la candidate de l'UDC. Le parti estime qu'il s'agit là d'un bon levier pour impulser la cohésion sociale et le développement du Cameroun. Autre proposition qu'elle fait pour relever le système éducatif camerounais est le développement massif de l'enseignement technique et professionnel.

Au-delà de ces aspects, il y a la révision du statut de l'enseignant qui a une place prépondérante dans le projet de société de Mme Ndam Njoya. Le niveau de précarité des enseignants fait en sorte qu'il soit non seulement méprisé au sein de la société

camerounaise, mais aussi qu'il soit vulnérable à certains fléaux. C'est sans nul doute cette situation de précarité qui impacte négativement la qualité des enseignements.

Comme autre point essentiel, c'est la diminution de certaines charges financières pour les apprenants. La candidate de l'UDC estime qu'il faut supprimer les droits universitaires, non seulement parce qu'ils sont asphyxiants pour les étudiants, mais aussi parce qu'on ignore à quoi servent ces droits quand les étudiants apprennent dans des amphithéâtres désuets, sans équipements et autres outils nécessaires pour un excellent apprentissage.

Toujours sur le plan financier, la présidente de l'UDC annonce la réinstauration des bourses d'excellence à plusieurs niveaux. Il faut en finir avec

celles qui existent, comme celle dite de « l'excellence » mise en place depuis quelques années et qui s'octroie à tête chercheuse. Il faut ajouter à cela l'instauration des prix de la créativité et de la recherche appliquée.

S'agissant de l'inclusion dans le système éducatif qui reste une préoccupation majeure, elle entend multiplier les écoles spécialisées, à l'échelle de tout le pays, pour favoriser l'accès à l'école aux enfants vivant avec un handicap, ainsi que ceux en situation défavorable. Elle met également dans le package des grandes actions à mener pour le compte de l'éducation : la démocratisation de la gouvernance universitaire ; la réhabilitation, l'équipement et la modernisation des laboratoires dans les universités et autres instituts

DECLARATION D'ANCEFA A L'OCCASION DE LA COMMEMORATION DE LA JOURNEE MONDIALE DES ENSEIGNANTS

« La Journée mondiale des enseignants de cette année appelle à la collaboration entre enseignants, que ce soit en classe, dans la sphère numérique ou dans les espaces décisionnels »

Par Paul Gnelou, Président
du Conseil d'administration
d'ANCEFA

« La Journée mondiale des enseignants de cette année appelle à la collaboration entre enseignants, que ce soit en classe, dans la sphère numérique ou dans les espaces décisionnels »

ANCEFA se joint au Groupe de travail international sur les enseignants/UNESCO, à l'Organisation Internationale du Travail, à l'UNICEF et à l'Internationale de l'Éducation, ainsi qu'au comité d'organisation de la Journée Mondiale des Enseignants 2025 pour célébrer les ENSEIGNANTS en cette journée importante et spéciale. Avec pour thème « Redéfinir l'enseignement comme une profession collaborative », cet événement souligne le potentiel transformateur de la collaboration dans l'éducation, et plus particulièrement, l'implication et l'importance d'entendre la voix des enseignants dans le processus de transfor-



mation.

La Journée Mondiale des Enseignants est une journée internationale spéciale qui offre l'occasion de célébrer chaque année les grandes réalisations des enseignants, de faire le point sur les progrès accomplis au fil des ans et de sensibiliser le public aux défis auxquels sont confrontés les enseignants et aux solutions pratiques possibles, tout

en mettant en avant le rôle des enseignants dans la réalisation des objectifs et cibles mondiaux en matière d'éducation.

« La Journée mondiale des enseignants de cette année appelle à la collaboration entre enseignants, que ce soit en classe, dans la sphère numérique ou dans les espaces décisionnels : ancrer la profession dans la collaboration dès les premiers

jours de la carrière d'un enseignant ; utiliser des outils numériques collaboratifs pour aider les éducateurs à travailler ensemble à distance et dans différentes disciplines ; renforcer la collaboration dans la prise de décision en matière d'éducation, en reconnaissant le rôle essentiel des enseignants dans la conception des politiques et la direction des établissements scolaires ; grâce au dialogue social, garantir aux enseignants une place et une voix leur permettant de contribuer de manière significative à l'élaboration des politiques ; et veiller à ce que la collaboration soit reconnue comme une norme au sein de la profession enseignante. »

Rappelant les deux instruments normatifs relatifs à la profession enseignante, à savoir la Recommandation OIT/UNESCO concernant la condition du personnel enseignant (1966) et la Recommandation de l'UNESCO concernant la condition du personnel enseignant de l'en-

seignement supérieur (1997), l'ANCEFA félicite les enseignants du monde entier et se joint tout particulièrement à l'Internationale de l'Éducation pour renforcer la collaboration et l'engagement civique en faveur de la défense de droits et de pratiques de travail équitables, notamment une formation de qualité, une rémunération, une promotion et une motivation adéquates.

Nous réitérons notre appel en tant que collectif du Mouvement mondial pour l'éducation, dont le sommet est constitué par la Campagne mondiale pour l'éducation, les réseaux régionaux de campagne - avec ANCEFA en Afrique, les coalitions nationales pour l'éducation membres, les enseignants dans le cadre de leur formation professionnelle individuelle et en tant que collectif via leurs syndicats et associations, et les travailleurs de l'éducation en général, aux gouvernements, aux partenaires et notamment

le Partenariat mondial pour l'éducation, à une collaboration significative et respectueuse et à prendre des mesures concrètes pour la mise en œuvre des recommandations contenues dans le Rapport Mondial sur les Enseignants (2024) et celles du Groupe de Haut Niveau du Secrétaire Général des Nations Unies sur la PROFESSION ENSEIGNANTE (2024), à savoir :

- a) Valoriser et dignifier les enseignants
- b) Améliorer la qualité, l'équité et l'inclusion
- c) Défendre l'humanité, l'innovation et le leadership au sein des établissements d'enseignement et du secteur public, et
- d) Garantir la durabilité des investissements et l'amélioration du développement des enseignants et de la profession enseignante.

Signé au nom et pour le compte de ANCEFA et des coalitions nationales pour l'éducation membres.

(*) : African Campaign Network for Education for All

ANCEFA STATEMENT ON THE OCCASION OF COMMEMORATING THE WORLD TEACHERS' DAY ANCEFA STATEMENT ON THE OCCASION OF COMMEMORATING THE WORLD TEACHERS' DAY

« "This year's WTD calls for teacher collaboration - in the classroom, in the digital sphere and in decisionmaking spaces »

Mr. Paul Gnelou, ANCEFA*
Board Chairperson

ANCEFA joins the UNESCO/International Teacher Task Force, the International Labour Organization, UNICEF, and Education International, World Teachers' Day 2025 organising Committee in celebrating TEACHERS on this important and special day. With the theme - Recasting teaching as a collaborative profession - the occasion underscores the transformative potential of collaboration in education, and most specifically, in involvement and raising the voices of teachers in

the transformation process.

World Teachers Day is an annual special international DAY that provides an opportunity for celebrating grand achievements of teachers, stock-taking the progress made over the years, and raising awareness around challenges facing teachers and possible practical solutions, in addition to hoisting the role of teachers in the achievement of the global Education goals and targets.

"This year's WTD calls for teacher collaboration - in the classroom, in the digital sphere and in decisionmaking spaces: rooting the profession

in collaboration starting with the earliest days of a teacher's career; use of collaborative digital tools to help bring opportunities for educators to work together across distances and disciplines; strengthen collaboration in educational decision-making, by recognizing the critical role of teachers when it comes to policy design and school leadership; through social dialogue, secure teachers place and voice to meaningfully contribute to shaping policy; and ensuring that collaboration is recognized as a norm within the teaching profession". Recalling the twin stan-

dard-setting instruments for the teaching profession, that is, the ILO/UNESCO Recommendation concerning the Status of Teachers (1966), and the UNESCO Recommendation concerning the Status of Higher-Education Teaching Personnel (1997), ANCEFA congratulates teachers worldwide and especially joins Education International in enhancing collaboration and civic engagement in defending fair labour rights and practices including quality training, remuneration, promotion and motivation.

We reiterate our call as a collective of the Global Movement for Edu-

cation that has Global Campaign for Education at the apex, regional campaign networks - with ANCEFA in Africa - member National Education Coalitions, teachers in their individual professional formations and as a collective via their unions and associations, and the Education workers generally, in appealing to governments, partners and global financing architecture especially the Global Partnership for Education in calling for meaningful and respectful collaboration and taking concrete action on the implementation of the Global Report on Teachers (2024) recommendations and

the UN Secretary General's High Level Panel's recommendations on the TEACHING PROFESSION (2024) viz -

- a) Valorising and dignifying teachers
- b) Enhancing quality, equity and inclusion
- c) Upholding humanity, innovation and leadership within education institutions and public sector, and
- d) securing sustainability of investment and improvement in the teacher development and teaching profession.

Signed for and on behalf of ANCEFA & member National Education Coalitions, by

(*) African Campaign Network for Education for All

ÉDUCATION DES FILLES

Les Collaboratifs d'apprentissage renforcent des capacités dans l'Extrême-Nord

C'était au cours d'un atelier tenu en août 2025 sur les techniques de sensibilisation communautaire pour la promotion du droit à l'éducation des jeunes filles dans cette partie du Cameroun.

Par Abass Mohamadou

Plaidoyer communautaire, communication, causeries éducatives

Initié par les organisations Public Concern (PC) et Education For All (E4A), en partenariat avec le CEFAN, l'atelier s'est tenu les 27 au 28 août à Maroua. Il portait essentiellement sur le renforcement des capacités des Collaboratifs d'Apprentissage (CA) sur les techniques de sensibilisation communautaire pour la promotion du droit à l'éducation des filles dans la région de l'Extrême-Nord. L'activité a réuni environ 25 participants, issus des collectivités territoriales décentralisées, des organisations de la société civile locales, des leaders communautaires et des groupes thématiques régionaux.

Pendant ces deux jours, les participants ont été formés sur le plaidoyer communautaire, la communication efficace, l'animation de causeries éducatives, ainsi que la planification et le suivi des actions de sensibilisation. Au sortir de la session, ils maîtrisent mieux les techniques de plaidoyer communautaire et de sensibilisation participative ; ils sont davantage outillés pour l'organisation et l'animation de causeries éducatives ; et sont désormais dotés de compétences en communication, mobilisation sociale et gestion de

campagnes. In fine, ils peuvent non seulement appuyer la diffusion des outils IEC produits par le CEFAN, mais également promouvoir l'engagement communautaire en faveur de l'éducation inclusive. Les travaux ont permis aux collaboratifs d'apprentissage d'élaborer des plans locaux de sensibilisation visant à accroître l'accès des filles à l'école et à promouvoir une éducation inclusive, notamment pour les enfants vivant avec un handicap. Ils se sont par ailleurs engagés à organiser, dans leurs localités respectives, des causeries éducatives et des campagnes de proximité d'ici la fin de l'année 2025.



Renforcement des initiatives locales

Selon le Coordonnateur régional du CEFAN, « cet atelier vient à point nommé, car l'éducation des filles dans l'Extrême-Nord reste confrontée à de nombreux défis : mariag-

es précoces, normes socioculturelles défavorables, pauvreté et insécurité. L'implication des communautés est essentielle pour lever ces barrières ». Pour rappel, cet atelier s'inscrit dans la dynamique de ren-

forcement des initiatives locales pour atteindre les objectifs nationaux et internationaux en matière d'éducation, notamment la gratuité effective du préscolaire et l'augmentation des investissements publics dans le secteur éducatif.

ALPHABÉTISATION

Le GT4 du CEFAN valide son plan d'action

Les membres du groupe de travail dédié à l'alphabétisation et à l'éducation non formelle (AENF) ont multiplié les séances de travail pour boucler cette étape nécessaire à l'atteinte de leur objectif qui est de faire un état des lieux de la situation.

Pascal Modo Belibi

En août et septembre 2025, les membres du Groupe thématique « Alphabétisation et éducation non formelle » de la Cameroon Education For All Network (CEFAN) se sont retrouvés à plusieurs reprises au siège de la coalition. Objectif affiché : mener des réflexions sur les questions liées à cette problématique et fournir un rapport d'analyse de la situation au Cameroun. L'atelier du 20 août avait permis, entre autres, de renforcer le cadre de concertation entre la Direction de l'Alphabétisation et de l'Education Non Formelle et les Centres d'Alphabétisation et de l'éducation non formelle (CAF). Avec comme visée la validation, avant octobre 2025, du plan d'action dudit cadre de concertation.



La session de travail du 24 septembre 2025 a, quant à elle, permis à la quinzaine de membres du GT4 de valider le plan d'action du cadre de concertation entre la Direction de l'Alphabétisation et de l'Education Non Formelle et les Centres d'alphabétisation et l'éducation non formelle (CAF). La validation de ce plan d'action constitue une étape importante pour l'atteinte de l'objectif principal du GT4 du CEFAN. Lequel est de mettre en évidence

la situation réelle de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle au Cameroun, en vue de contribuer à l'amélioration de la qualité de l'éducation. L'alphabétisation et l'éducation non formelle (AENF) des populations constituent en effet une préoccupation majeure et, par conséquent, un véritable défi pour les politiques publiques en matière d'éducation. En effet, le taux global de l'analphabétisme au Cameroun, selon les

statistiques officielles, est d'environ 30% pour une population estimée à plus de 22 millions d'habitants. Ce taux s'élève à

35% pour les personnes âgées de 15 à 45 ans. L'ardeur des participants à ces sessions est à la hauteur de la place prépondérante que le CEFAN accorde à l'alphabétisation et à l'éducation non formelle au Cameroun. Cette problématique constitue en effet un grand défi pour les politiques du gouvernement en matière d'éducation. En fonction de certaines données, le taux global de l'analphabétisme oscille entre 25% et 30% depuis au moins une dizaine d'années. Et il avoisinerait 35% pour

les personnes âgées de 15 à 45 ans, devenant de fait une préoccupation de premier ordre. Pour info, le GT4 est l'un des 6 groupes thématiques mis en place par le CEFAN en 2018, avec l'appui technique du Syndicat National Autonome du secteur de l'Education et de la Formation (SNAEF). Lesdits groupes sont alignés aux sept cibles de l'ODD4, et ont été mis en place en complément des commissions spécialisées prévues par les documents de gouvernance de la coalition.



EDUCATION DES ADULTES

La société civile camerounaise outillée à Rabat

C'était lors de l'atelier régional organisé dans la capitale marocaine, et auquel la Cameroon Education For All Network a pris parts.

Par Josué Baloma

Du 16 au 18 septembre 2025, Marie-Noëlle Pauline Edith Etobé, présidente du conseil d'administration de la Cameroon Education For All Network (CEFAN) a pris part à un important atelier pour l'éducation des adultes en Afrique. Tenus à Rabat, au Maroc, les travaux avaient pour objet le renforcement des capacités nationales de suivi du Cadre d'action de Marrakech (CAM) et de la Recommandation sur l'apprentissage et l'éducation des adultes (RALE) à travers le Rapport mondial sur l'apprentissage et l'éducation



des adultes (GRALE 6). Organisée par l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie (UIL), en collaboration avec la Fondation africaine pour l'apprentissage tout au long de la vie (FA-ATLV), cette rencontre avait pour objectif de renforcer les capacités des

équipes nationales d'Afrique subsaharienne et d'Afrique du Nord dans la collecte, l'analyse et l'utilisation des données fiables relatives à l'apprentissage et à l'éducation des adultes (AEA) et de remplir le questionnaire GRALE 6, renforçant ainsi le suivi de la mise en œuvre de RALE et

du CAM. Représentants des ministères, chercheurs, organisations de la société civile et partenaires techniques qui participaient à cette session ont reçu les outils nécessaires pour améliorer le travail dans leurs pays respectifs. Dans le cadre de ces assises, la participation de la so-

ciété civile a permis d'apporter une expertise de terrain sur les réalités locales de l'apprentissage non formel, en particulier auprès des populations marginalisées, notamment les jeunes déscolarisés, les femmes, et les populations en zones rurales. Deuxièmement, il a été question de plaider pour une meilleure intégration de la société civile dans les mécanismes nationaux de suivi et d'évaluation de l'AEA. Et enfin, de mettre en avant l'importance des approches inclusives, favorisant l'accès à l'éducation tout au long de la vie comme levier de développement durable.

In fine, la présence d'un représentant de la société civile camerounaise à cet atelier illustre la volonté d'ancrer l'AEA dans une gouvernance partagée, où chaque acteur — public, privé, associatif — contribue à la réalisation de l'ODD 4 sur l'éducation de qualité et à la promotion de l'apprentissage tout au long de la vie pour tous. Rappelons que le GRALE constitue un instrument majeur de suivi des engagements internationaux pris dans le domaine de l'éducation des adultes, notamment à travers la Conférence internationale sur l'éducation des adultes (CONFITEA).

GESI APPROACH

CEFAN Trained in Tanzania

The Cameroon-based NGO took part in the training session organized at the end of September 2025 by Education Out Loud on the issue of Gender Equality and Social Inclusion (GESI).

By Olivier Tankeu

The Cameroon Education For All Network (CEFAN) participated in the training session organized by Education Out Loud (EOL) in Tanzania at the very end of September 2025, focusing on Gender Equality and Social Inclusion (GESI) in educational programs. This transformative training was designed for change agents, particularly education leaders, practitioners, and grant beneficiaries under the EOL initiative. Its aim was to equip them with the knowledge, tools, and strategies necessary to

advance gender equality and social inclusion in their programs. Building on EOL's policy guidance on GESI, the training emphasized intersectionality, inclusive education, and transformative change. Participants explored how gender, disability, poverty, ethnicity, displacement, and other social identities interact to create barriers, as well as what can be done to dismantle them. More specifically, the transformative approach to gender and male engagement enabled participants to critically examine power dynamics, harmful norms, and strategies

to involve men as allies in care work, violence prevention, and the inclusive education of children. On the action planning and coaching front, each participant developed an individual or institutional GESI action plan, supported by personalized coaching and peer-to-peer learning to foster its implementation. It is worth noting that the interactive and experiential learning during the training was centered on real case studies, storytelling, role-playing, forum theatre, and scenario-based exercises tailored to the education sector.



ANNONCE

Les grands axes opérationnels du Cefan

★ Renforcement des capacités

A travers des activités de formation, d'information et d'éducation, le Cefan entend doter les OSC des aptitudes et des dispositions pour le suivi des politiques publiques de l'éducation; la gestion des programmes et projets.

With regards to training, information and education, Cefan intends to offer to CSO certain abilities and guidelines to follow in the public education policies; the management of programs and projects.

★ Développement des partenariats

Afin d'accroître l'impact de ses actions et ceux de ses membres, le Cefan entend promouvoir le développement des partenariats entre ses membres, avec les pouvoirs publics et les organisations internationales.

★ Developing partnerships

In order to feel the impact of her actions and that of its members, Cefan wishes to promote the development of partnerships between its members, inline with the general public and international organizations.

★ Plaidoyer

La défense et la protection du droit à l'Education pour tous est la vocation première du Cefan. Afin d'apporter sa contribution à l'atteinte des objectifs fixés par les Nations Unies à Dakar en 2000 et à Incheon en 2015, elle entend mener un plaidoyer en tout lieu et en tout temps pour une Education pour tous.

★ Advocacy

The defense and protection of the right to education for all is the primary vocation of Cefan. In order to bring her contribution to attain certain define objectives put in place by United Nations at Dakar in 2000 and in Incheon in 2015, she intend to defend at all times and place the Education of each and everyone.

Adhésion au Cefan

Toute OSC œuvrant dans le secteur de l'éducation peut adhérer au Cefan. Les conditions d'adhésion sont fixées par règlement intérieur.

Any CSO working in the sector of education can adhere to Cefan. The conditions of membership are fixed by internal rules and regulations.

Frais d'adhésion / *adhesion fees*: 15 000 Fcfa

Les partenaires du Cefan

- OXFAM-Danemark
- GIZ
- Unesco
- PLAN International Cameroun
- Campagne Mondiale pour l'Education (CME)
- African Network Campaign on Education For All (ANCEFA)
- Consultation Collective des ONG sur l'Education Pour Tous (CCONG-EPT)
- Partenaires institutionnels: Tous les Ministères en charge de l'éducation au Cameroun
- Membre du Groupe Local des Partenaires de l'Education (GLPE)
- Réseau de lute contre la marchandisation et la privatisation de l'éducation
- Coalition éducation



Pour l'épanouissement de toutes et de tous par le biais de l'Education

For the blooming of all by the means of Education

Cameroon Education For All Network
(CEFAN)

Siège Social: Yaoundé-Cameroun
Face Château Camp-Tunisien, Entrée Bo-com AHALA

B.P : 14 328 Yaoundé – Cameroun

E-mail : cefan2015@gmail.com

Tél : (00 237) 656 85 3709 / 675 22 50 69

Site web: www.Cefan-coalition.org

Genèse du Cefan

Dans le cadre de la recherche des voies et moyens pour améliorer leurs performances sur le terrain, des Organisations de la société civile (OSC) œuvrant dans le l'Education ont mis en place le 29 juin 2005 à Yaoundé, un groupe de travail (Task Force). Celui-ci avait entre autre mission de :

- Identifier les OSC qui travaillent dans tous les secteurs de l'Education formelle, non formelle et informelle ;
- Mettre en place des conditions pour la création d'une coalition des OSC œuvrant dans l'Education ;
- Préparer et convoquer une assemblée générale des OSC de l'Education.

A la suite de ce travail, la "Cameroon Education For All Network" en abrégé CEFAN, coalition des OSC œuvrant dans le secteur de l'Education, verra le jour le 21 Octobre 2005 au cours d'une assemblée constitutive à laquelle ont participé plus de soixante OSC venues de tous les coins du Cameroun.

History of Cefan

Cefan is a network made of Organizations of the civil society working in the sector of education. It was created on October 21, 2005 during a concertation meeting of more than sixty CSOs from all over Cameroon. And it was the result of a meeting held on june 29, 2005 in Yaoundé during which a working group (Task force) was set up with the major Education CSOs organisations. The mission of the Task Force was:

- to identify the CSOs working in all domains of formal and non formal education;*
- to produce various texts of the coalition while taking into consideration the various good and unhappy experiences;*
- to prepare and convene a general assembly of the CSOs in education*

Statut du Cefan: Le CEFAN est une ONG de droit camerounais suivant l'ARRETE N° 000007/A/ MINAT/SG/DAP/SDLP/SONG/BA du 14 février 2024

Finalité : contribuer à l'épanouissement de la société camerounaise par le biais de l'éducation.

Goal: *Contribute to the development of the Cameroonian society by the means of education.*

Objectifs du Cefan

- Créer un cadre d'échanges et de collaboration pour coordonner les actions des ONG/association membres dans la recherche des solutions aux problèmes de l'éducation;
- Participer à toutes les étapes du processus éducatif au Cameroun ;
- Promouvoir l'Education intégratrice ;
- Evaluer les insuffisances du système éducatif, proposer des mesures correctives et rendre position contre toutes les politiques dont l'application est contraire aux idéaux de l'Education de qualité pour tous;
- Influencer sur les politiques éducatives pour l'accès à une éducation de qualité pour tous au Cameroun;
- Œuvrer à une synergie d'action avec d'autres réseaux de la société civile poursuivant les mêmes objectifs tant au niveau national qu'international;
- Développer l'échange d'expertise et l'assistance technique entre ses membres afin de renforcer leur professionnalisme;
- Collecter et diffuser toute information utile entre ses membres et apporter au besoin un appui pour leur formation;
- Capitaliser et diffuser les expériences porteuses de ses membres;
- Rechercher les ressources pour appuyer les programmes du réseau
- Renforcer le partenariat avec l'Etat et l'ensemble des partenaires au développement;
- Elaborer et mettre en œuvre des plans d'actions concertés;
- Contribuer à la satisfaction des besoins éducatifs des jeunes et des adultes afin d'améliorer les niveaux d'alphabétisation;

Objectives of Cefan

- *To create a framework of exchanges and collaboration in order to coordinate the actions of the members in the search of solutions to the problems of education;*
- *To take part in all the stages of the educational process in Cameroon;*
- *To promote inclusive education;*
- *To evaluate the insufficiencies of the educational system, to put forward other measures and opinions as to stand against all the policies whose applications contrary to the ideals of the education of quality for all;*
- *To influence the educational policies for quality access for education for all in Cameroon;*
- *To work in synergy with other network of the civil society pursuing the same goals at national and international levels;*

- *To develop an exchange expertise and technical assistance between its members to reinforce their professionalism;*
- *To collect and disseminate useful information between its members that contribute to their needs and their training;*
- *To capitalize and disseminate good practices of its members;*
- *To seek resources for the programs of the network;*
- *To reinforce partnership with the state and other development partners;*
- *To work out and implement action plans concerted;*
- *To contribute satisfactorily to the educational needs of the young people and adults, in order to improve the levels of illiteracy.*

Les Organes du Cefan | Cefan's Organs

- | | |
|--------------------------------|------------------------------------|
| ► l'Assemblée Générale | ► <i>The general meeting</i> |
| ► le Conseil d'Administration | ► <i>The Board</i> |
| ► le Secrétariat Exécutif | ► <i>The Executive Secretariat</i> |
| ► les Coordinations régionales | ► <i>Regional Coordinations</i> |

Le Conseil d'Administration du Cefan(2024-2026)

Président.e: ETOBE Marie Noëlle (FEMINA/Yaoundé)

Vice-président.: Shufai* NDZELEN Benjamin (PEW/Buëa)

Conseiller Général : MBASSI Thobie (FECASE/Yaoundé)

Membres :

KAFFO Roger (SNAES/Bafoussam)

AROGA Désiré (DEI-Cameroun/Yaoundé)

BIHINA Philomène (RECAEME/Yaoundé)

AMANA Céline (CSP-Est/Bertoua)

SANGON Bienvenu (LESDA/Ngaoundéré)

TOMOH Joseph (Teacher/Yaoundé)

Les Groupes Thématiques

- 1) Education de Qualité et Condition de l'Enseignant
- 2) Education Inclusive, Genre et Petite Enfance
- 3) Education en Situation d'Urgence
- 4) Alphabétisation et Education Non formelle
- 5) Education à la Citoyenneté et au Développement Durable
- 6) Gouvernance et Financement de l'Education